

Accord collectif
PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE PRÉVOYANCE
DES SALARIÉS NON CADRES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES
(Dordogne)
(4 décembre 2009)
(Etendu par arrêté du 15 novembre 2010,
Journal officiel du 25 novembre 2010)

AVENANT N° 2 DU 23 SEPTEMBRE 2014

NOR : AGRS1497339M

Entre :
La FDSEA ;
Le syndicat des champignonnistes ;
La FDCUMA ;
Le syndicat des entrepreneurs de travaux agricoles,
D'une part, et
Le syndicat départemental agroalimentaire CFDT de la Dordogne ;
La FGTA FO de la Dordogne ;
La section départementale de la Dordogne du SNCEA CFE-CGC ;
Le syndicat départemental CFTC-Agri,
D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Pour se mettre en conformité avec l'avenant n° 3 du 9 juillet 2013 à l'accord national du 10 juin 2008 sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance, les partenaires sociaux signataires se sont accordés pour procéder à des aménagements de l'accord départemental du 4 décembre 2009. Certaines modifications prennent également en compte des dispositions de la loi n° 2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi.

Ainsi :

- le délai d'ancienneté est porté à 6 mois ;
- des précisions sont apportées sur le calcul du capital décès ;
- les modalités de calcul de l'incapacité permanente de travail sont modifiées ;
- les conditions de maintien des garanties en cas de suspension de contrat de travail sont modifiées ;
- les dispositions relatives à la portabilité sont intégrées.

Article 1^{er}

Salariés bénéficiaires : modification de la clause d'ancienneté

Les dispositions de l'article 3 « Salariés bénéficiaires » sont abrogées et remplacées par les suivantes :

- « Les dispositions du présent accord s'appliquent aux salariés non cadres :
- justifiant d'une ancienneté de 6 mois continus dans l'entreprise pour les garanties incapacité temporaire de travail et incapacité permanente (l'ancienneté est réputée acquise au premier jour du mois civil au cours duquel le salarié acquiert 6 mois d'ancienneté) ;
- sans condition d'ancienneté pour les garanties décès,

à l'exclusion :

- des cadres ressortissant à la convention collective du 2 avril 1952 et relevant de la caisse de retraite complémentaire cadre en application des décisions de l'AGIRC et bénéficiant à ce titre du régime de prévoyance défini dans la convention précitée ;
- des VRP ressortissant à d'autres dispositions conventionnelles obligatoires. »

Article 2

Incapacité temporaire

Le paragraphe « Conditions et modalités de l'indemnisation » de l'article 5.1 « Garantie incapacité temporaire de travail » est abrogé et remplacé par le suivant :

« Conditions et modalités de l'indemnisation

En cas d'incapacité de travail temporaire dûment justifiée par un arrêt de travail et ouvrant droit aux indemnités journalières du régime de base de sécurité sociale, les salariés bénéficient d'indemnités journalières complémentaires versées par l'organisme assureur désigné à l'article 4, à la condition toutefois de justifier de l'ancienneté prévue à l'article 3.

1. Conditions du versement des indemnités journalières du salarié ayant entre 6 et 9 mois d'ancienneté

Pour les salariés ayant entre 6 et 9 mois d'ancienneté continue dans l'entreprise, les indemnités journalières complémentaires sont versées :

- à compter du 61^e jour en cas d'accident du travail, d'accident de trajet ou de maladie professionnelle ;
- à compter du 71^e jour d'arrêt de travail en cas de maladie ou d'accident de la vie privée.

2. Conditions du versement des indemnités journalières du salarié ayant au moins 9 mois d'ancienneté

Pour les salariés ayant au moins 9 mois d'ancienneté continue dans l'entreprise, les indemnités journalières complémentaires sont versées :

- sans carence en cas d'accident du travail, d'accident de trajet ou de maladie professionnelle ;
- à compter du 8^e jour d'arrêt de travail en cas de maladie ou d'accident de la vie privée.

3. Autres conditions

- avoir justifié dans les 48 heures de cette absence à son employeur et à la MSA ;
- être pris en charge par la mutualité sociale agricole (MSA) ;
- être soigné sur le territoire français ou dans l'un des autres Etats membres de l'Union européenne ou dans l'un des autres Etats ressortissant à l'Espace économique européen. »

Article 3

Incapacité permanente

Les dispositions du deuxième alinéa du paragraphe « Modalités de versement » de l'article 5.2 « Garantie incapacité permanente » sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« Le salaire mensuel brut de référence est égal à 1/12 des salaires bruts perçus par le salarié au cours des 12 mois civils précédant la date de l'arrêt de travail ou du salaire moyen mensuel brut calculé sur la période travaillée par le salarié si celui-ci a moins de 12 mois d'ancienneté dans l'entreprise. »

Article 4

Capital décès

Au 1 « Capital décès » de l'article 5.3 « Garantie décès », les dispositions du paragraphe a « Montant » sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« En cas de décès d'un salarié, quelle qu'en soit l'origine, il est versé à ses ayants droit, concubin, titulaire d'un Pacs ou au(x) bénéficiaire(s) qu'il a désigné(s) :

- un capital décès de base égal à 100 % de son salaire brut soumis à cotisations ;
- majoré de 25 % par enfant à charge.

Le salaire pris en compte correspond aux 12 mois civils précédant celui au cours duquel est survenu le décès ou l'arrêt de travail si le décès a été précédé d'une période d'arrêt de travail.

En cas de décès intervenant avant 12 mois d'ancienneté, le capital est calculé sur la base du salaire moyen mensuel du salarié multiplié par 12. »

Article 5

Cotisations

L'article 7 « Cotisations » est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 7

Cotisations

1. Taux, assiette, répartition des cotisations, collecte

Les cotisations servant au financement des garanties définies dans le présent accord sont assises sur les rémunérations brutes limitées à 4 fois le montant du plafond annuel de la sécurité sociale.

Leur versement relève de la responsabilité des entreprises visées à l'article 1^{er} du présent accord.

Les cotisations sont appelées pour les salariés justifiant de l'ancienneté précisée à l'article 3 ci-dessus et sont prises en charge par l'entreprise et les salariés dans les conditions suivantes :

(En pourcentage.)

	CONDITION d'ancienneté	TAUX de cotisation	PART patronale	PART salariale
Incapacité temporaire	A partir de 6 mois			
Incapacité temporaire de travail		0,425		0,425
Incapacité permanente	A partir de 6 mois			
Incapacité permanente d'origine professionnelle AT et MP avec incapacité > 2/3		0,061	0,036	0,025
Incapacité permanente suite maladie et accident vie privée, catégories 2 et 3		0,244		0,244

	CONDITION d'ancienneté	TAUX de cotisation	PART patronale	PART salariale
Décès	Sans condition d'ancienneté	0,286	0,212	0,074
Maintien du salaire en application de l'article L. 1226-1 du code du travail (loi de mensualisation)		0,515	0,515	
Assurance des charges sociales patronales		0,190	0,190	
Total		1,721	0,953	0,768

Pour tous les employeurs et les salariés, le taux global d'appel des cotisations, comprenant l'assurance du versement des cotisations sociales dues par l'employeur sur les indemnités journalières complémentaires et l'assurance du versement du maintien de salaire, destinées au financement des garanties définies à l'article 5 est ainsi fixé :

- au premier jour pour la garantie décès ;
- après 6 mois d'ancienneté dans l'entreprise pour les autres garanties : 1,721 %, tranches A et B.

Ce taux global est réparti comme suit :

- 55,37 % financés par l'employeur, soit 0,953 % ;
- 44,63 % financés par le salarié, soit 0,768 %.

Incapacité temporaire :

Les employeurs prennent uniquement à leur charge la part obligatoire légale (loi de mensualisation) de la garantie incapacité temporaire, soit 0,515 %, la part conventionnelle de cette garantie en relais mensualisation étant intégralement prise en charge par les salariés au taux de 0,425 %.

Les employeurs versent également une cotisation de 0,190 % exclusivement à leur charge et destinée au financement de l'assurance des charges sociales patronales.

Incapacité permanente :

Les employeurs participent uniquement à la garantie incapacité permanente de travail d'origine professionnelle AT et MP, au taux de 0,036 %. Les salariés prennent totalement à leur charge la garantie incapacité permanente de travail d'origine privée, catégories 2 et 3, et une partie de la garantie incapacité permanente de travail d'origine professionnelle AT et MP, au taux global de 0,269 %.

Les cotisations sont collectées par la MSA pour le compte de l'organisme assureur selon les modalités définies entre celui-ci et la MSA.

Les cotisations à la charge du salarié sont déduites par l'employeur sur le bulletin de salaire sous une rubrique "prévoyance" distincte des cotisations sociales obligatoires.

2. Evolution ultérieure des cotisations

Les taux de cotisations ci-dessus sont garantis par l'institution jusqu'au 31 mai 2015.

Les partenaires sociaux se réservent le droit de renégocier le contenu du présent accord.

Si besoin, afin de rééquilibrer le régime, la commission mixte décidera soit de la diminution des garanties, soit de l'augmentation ou de la baisse des cotisations.

Dans tous les cas, chaque partie, des salariés ou des employeurs, verra évoluer les garanties et leurs cotisations dont elle a la charge indépendamment de l'autre partie. Cette évolution, uniquement imputable à la partie concernée, pourra se faire à la hausse ou à la baisse selon l'équilibre du régime.

Toute modification des cotisations et des garanties fera l'objet d'une nouvelle négociation et d'un avenant au présent accord.

3. Suspension du contrat de travail

Suspension du contrat pour maladie, accident (toutes origines) ou pour maternité, et donnant lieu à versement d'indemnités journalières par le régime de base

En cas d'arrêt de travail pour maladie, accident ou maternité pris en charge par la MSA et intervenant après la date d'affiliation au régime, les garanties prévues par le présent accord sont maintenues sans versement de cotisation pour tout mois complet civil d'absence. Si l'absence est inférieure à 1 mois, la cotisation prévoyance est calculée sur le salaire et/ou le complément de salaire versé par l'employeur. »

Article 6

Portabilité

Est ajouté un article 7 *bis* « Portabilité » rédigé comme suit :

« Article 7 *bis*

Portabilité

« Les salariés bénéficient des dispositions légales sur le maintien des garanties de protection sociale complémentaire en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage selon les conditions définies par les textes légaux, et ce à compter de la date fixée par la loi. Ces dispositions figurent en annexe pour information.

Pour bénéficier des prestations, le demandeur d'emploi bénéficiant du maintien des garanties doit fournir l'ensemble des justificatifs demandés au salarié, auxquels s'ajoute le justificatif de versement des allocations chômage du mois correspondant à celui pour lequel les prestations demandées sont dues.

Le coût de la portabilité prévoyance décidé par le conseil d'administration d'Agri-Prévoyance pour l'institution donnera lieu, après information des partenaires sociaux, à une répercussion sur les taux de cotisations du régime en place. Cette répercussion devra faire l'objet d'un nouvel avenant.

Un détail des prestations versées au titre de la portabilité sera communiqué lors de l'établissement des comptes de résultat. »

Article 7

Annexe

L'accord du 4 décembre 2009 est complété par l'annexe suivante :

« ANNEXE

Dispositions légales sur la portabilité (art. L. 911-8 du code de la sécurité sociale)

“Les salariés garantis collectivement, dans les conditions prévues à l'article L. 911-1 du code de la sécurité sociale, contre le risque décès, les risques portant atteinte à l'intégrité physique de la personne ou liés à la maternité ou les risques d'incapacité de travail ou d'invalidité bénéficient du maintien à titre gratuit de cette couverture en cas de cessation du contrat de travail, non consécutive à une faute lourde, ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, selon les conditions suivantes :

1° Le maintien des garanties est applicable à compter de la date de cessation du contrat de travail et pendant une durée égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont

consécutifs chez le même employeur. Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant arrondie au nombre supérieur, sans pouvoir excéder 12 mois ;

2° Le bénéfice du maintien des garanties est subordonné à la condition que les droits à remboursements complémentaires aient été ouverts chez le dernier employeur ;

3° Les garanties maintenues au bénéfice de l'ancien salarié sont celles en vigueur dans l'entreprise ;

4° Le maintien des garanties ne peut conduire l'ancien salarié à percevoir des indemnités d'un montant supérieur à celui des allocations chômage qu'il aurait perçues au titre de la même période ;

5° L'ancien salarié justifie auprès de son organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien des garanties, des conditions prévues au présent article ;

6° L'employeur signale le maintien de ces garanties dans le certificat de travail et informe l'organisme assureur de la cessation du contrat de travail mentionnée au premier alinéa.

Le présent article est applicable dans les mêmes conditions aux ayants droit du salarié qui bénéficient effectivement des garanties mentionnées au premier alinéa à la date de la cessation du contrat de travail". »

Article 8

Maintien des autres dispositions

Les autres dispositions de l'accord sont maintenues.

Article 9

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Article 10

Date d'effet

Le présent avenant prend effet le premier jour du trimestre civil qui suit la publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension, sauf les articles 1^{er} et 2 qui prendront effet au plus tard le 1^{er} janvier 2015 et les articles 6 et 7 qui prendront effet à l'entrée en vigueur des dispositions légales auxquelles ils font référence.

Fait à Périgueux, le 23 septembre 2014.

(Suivent les signatures.)